

Pour une grève générale de l'automobile !



Débrayage du 21 juillet à Talbot-Poissy

Sygm a

Balayez la campagne raciste ! Aucun licenciement !

9 août -- Il ne se passe pas une semaine sans qu'un jeune immigré ne soit tiré comme un lapin par un tueur raciste -- en uniforme ou non -- encouragé par cette immonde campagne de haine raciale qui empoisonne le pays. Ce sont encore les immigrés qui sont les premiers visés par les quelque 7000 "suppressions d'emploi" à PSA-Peugeot, dont près de 3000 licenciements ouverts, circonscrits pour l'heure à Poissy-Talbot. Il ne se passe pas non plus une semaine sans que ne soit annoncé un renforcement du contrôle des immi-

grés par un membre du gouvernement Mitterrand qui gère la crise d'un capitalisme pourrissant, prenant des mesures chaque jour plus dures contre la classe ouvrière.

Retenus par leurs directions réformistes qui jouent les chiens de garde de l'austérité gouvernementale, les travailleurs voient se dresser devant eux les forces menaçantes de la réaction que provoque la politique anti-ouvrière, raciste et anti-soviétique de Mitterrand. Chacun garde en mémoire la sinistre manifestation de flics du 3 juin, faisant

brusquement surgir le spectre du bonapartisme qui pourrait bien mettre un terme à la dérisoire agitation parlementaire. Chirac donne un avant-goût d'un tel régime réactionnaire avec sa proposition, relevant de l'apartheid, de transformer Paris en une agglomération de ghettos, fixant la résidence en fonction de la nationalité, et avec l'expulsion par une milice privée au service des gaullistes des syndicalistes de la Bourse du travail de Levallois-Perret.

Il est possible de stopper et retour-

ner la situation! Une grève générale de l'automobile contre toute menace de licenciements pourrait être le fer de lance, dirigée par ceux qui constituent depuis deux ans l'avant-garde de la lutte prolétarienne en France, les OS immigrés de l'automobile, ceux-là mêmes qui voient aujourd'hui leur emploi menacé, leurs enfants assassinés et leurs frères expulsés. Rompez avec Mitterrand et finissons-en avec sa politique anti-ouvrière, balayez des rues la racaille raciste et repoussez la menace de la réaction bonapartiste et ses auxiliaires fascistes!

Une mobilisation puissante de la classe ouvrière est nécessaire afin de défendre avec ténacité les droits démocratiques qui existent et afin de lutter pour ces conditions qui facilitent les tentatives d'organiser une riposte de la classe ouvrière. Et le moment de lutter pour des emplois est toujours quand nous en avons, et non quand les banlieues industrielles de Paris ou de la vallée de la Basse-Seine seront devenues des villes fantômes comme ce qu'est devenue la Lorraine, auparavant rouge et combative.

La classe ouvrière a la puissance d'arrêter la terreur raciste !

9 août -- Les meurtres racistes font tâche d'huile. Les cadavres de Toufik Ouannès, Ahmad Benkhidi, Thiam et Moktar Boiro sont là pour démentir l'affirmation de la presse bourgeoise que cette vague de folie monstrueuse ne prend pas pour cible privilégiée les immigrés. La France

chauvine blanche a déclaré la guerre aux immigrés; les meurtres et ratonnades en cascade du printemps et de l'été en sont la preuve tragique: tentative policière d'assassinat de Toumi Djaidja à Venissieux; fusillade anti-Turcs à Bourgneuf; meurtres de Kamal Lettad à Meudon-la-Forêt,

de Moussa Mezzagh à Livry-Gargan, de deux Africains en plein Paris, d'un Martiniquais à Saint-Ouen; de jeunes Maghrébins sont pris comme cibles par des tireurs isolés.

Un message est passé: on peut abattre les immigrés en toute impunité
suite page 2

POUR UNE GREVE GENERALE DE L'AUTOMOBILE

La classe ouvrière de France est multinationale, et ce sont ses couches immigrées, aujourd'hui pro-

suite page 10

Meeting de la LTF: Les trotskystes débattent avec les anciens partisans de la «révolution islamique»

La gauche iranienne dans le chaos

Paris -- La sauvage terreur réactionnaire de Khomeiny en Iran a forcé la gauche et les mouvements "radicaux" à débattre de la "révolution islamique" qu'ils ont saluée sans aucune critique avant d'en devenir les victimes. La tendance spartaciste internationale (TSI) a été la seule à mettre en garde à l'époque que l'accession au pouvoir de Khomeiny conduirait à un régime non moins sanglant et non moins réactionnaire que celui du shah. Nous disions: "A bas le shah! A bas les mollahs! Pour une révolution ouvrière en Iran!" A cette époque, la soi-disant gauche iranienne, à l'étranger, dénonçait notre mot d'ordre comme fabriqué par la CIA et la SAVAK et essayait de casser nos meetings sur l'Iran, en scandant "Longue vie à Khomeiny!" Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui crient "Mort à Khomeiny!" et "Khomeiny est un autre shah!" Aujourd'hui, même les militants du parti Toudeh stalinien pro-Moscou, profondément opportuniste, dont la servilité vis-à-vis du gouvernement des mollahs leur a valu, dans le reste de la gauche, le nom d'"assistants ayatollahs", ont été emprisonnés et torturés en masse par la police secrète de Khomeiny (recrutée largement parmi les agents de l'ex-SAVAK). Mais chaque tendance de la gauche iranienne soit continue à défendre son soutien du début à Khomeiny comme "un pas en avant", soit le nie en proclamant que ce n'était qu'un soutien au mouvement populaire.

Dans ce contexte, un meeting de la Ligue trotskyste de France (LTF) s'est tenu à Paris le 7 mai, avec pour thème "Pour un parti trotskyste en Iran!"; ce fut un événement important et bien à propos. L'assistance était composée d'une douzaine de militants iraniens de gauche dont ceux du groupe populiste et guérilliste Ashraf, un ancien militant du groupe stalinien maoïste Peykar, aujourd'hui dissous, et plusieurs femmes de la Tendance socialiste révolutionnaire (TSR), une récente scission de gauche de la minorité des fedayin. Bien que Paris soit un centre d'exil pour beaucoup de groupes iraniens, ce fut la première fois qu'un nombre significatif de ces militants assistèrent à un meeting de la LTF. A eux tous, ils exprimaient toute la série des positions politiques maintenant courantes dans la gauche iranienne; et pendant les deux heures de débat qui suivirent le rapport introductif, on vit apparaître les motivations politiques sous-tendant leur programme, en particulier sur la question russe. Non moins importante était la présence d'un bon nombre de militants kurdes non-iraniens. La nation kurde est non seulement balkanisée, mais opprimée par l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak (où les Kurdes constituent une partie importante du prolétariat de ce pays, et dont la plupart des réserves de pétrole sont situées dans le Kurdistan); elle s'étend aussi jusqu'à l'URSS. La TSI est la seule organisation ouvrière qui défend le droit des Kurdes à avoir leur propre Etat-nation, parce que cela signifie l'éclatement de quatre Etats capitalistes. Cependant, puisque la nation kurde s'étend jusqu'à l'intérieur de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, l'autodétermination doit signifier une république soviétique des Kurdes, dans le cadre d'une révolu-

tion socialiste à l'échelle de la région.

L'oratrice, Myriam, une camarade iranienne de la LTF, expliqua que l'absence d'un parti révolutionnaire marxiste a été la première cause qui a permis à Khomeiny de se placer à la tête des masses insurgées et de canaliser l'opposition généralisée au shah vers la réaction cléricale: "Khomeiny a pris le pouvoir sans aucune résistance de la part de la gauche et de la classe ouvrière. En plus, jamais, mais jamais dans le mouvement ouvrier on n'a vu la gauche soutenir, quelqu'un d'aussi réactionnaire. Et ça, c'est démoralisant, c'est vrai,

Trotsky opposa au dogme de la "révolution par étapes" la théorie de la révolution permanente; les tâches de la démocratie révolutionnaire, de la révolution agraire et de l'émancipation nationale ne pourront être achevées que sous la dictature du prolétariat, ce dernier dirigeant les masses opprimées.

Sous la bannière de la "révolution par étapes", le Toudeh étrangla les soulèvements insurrectionnels prolétariens dans la période tumultueuse de 1946 à 1953, pavant ainsi la voie pour le coup d'Etat soutenu par la CIA qui stabilisa le pouvoir du



Kamezi/Stern

Avril 80, les khomeinystes attaquent les étudiants de gauche. Les militants de gauche iraniens qui ont acclamé Khomeiny ont le sang de leurs camarades sur les mains.

et c'est au moins démoralisant sinon c'est pire. Surtout pour les gens qui l'ont soutenu, qui ont une responsabilité directe dans sa prise du pouvoir, qui ont le sang de leurs camarades sur leurs mains. (...) Il faut tirer les leçons de cette défaite historique, sinon des générations de militants de gauche iraniens seront démoralisés ou bien ils vont finir dans les 'cercles d'études du marxisme!'" Et, en fait, nous assistons à une tendance vers l'académisme de "cercles d'études" parmi les exilés iraniens de gauche en Occident, la plupart d'entre eux dans ou autour du milieu universitaire.

La camarade Myriam fit ressortir qu'il n'y avait rien d'inévitable dans la victoire de la réaction islamique. Les suivistes de gauche de Khomeiny étaient une excroissance directe du dogme menchévique/stalinien de la "révolution par étapes" auquel tous les secteurs de la gauche iranienne et du mouvement radical sont attachés. Ce dogme pose comme principe une "première étape" dans laquelle la bourgeoisie nationale est mise au pouvoir pour accomplir la "révolution démocratique nationale", alors que la révolution socialiste prolétarienne est repoussée, en fait, indéfiniment. Mais à l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales sont dépendantes de la domination impérialiste et de la perpétuation de l'arriération dérivée du féodalisme (c'est-à-dire l'obscurantisme religieux imposé par l'Etat, l'esclavage des femmes). Généralisant l'expérience de la seule révolution socialiste victorieuse, la révolution d'Octobre,

shah et inaugura 25 ans de règne d'une terreur blanche brutale. De même, sous la bannière de la "révolution par étapes", le Toudeh fut rejoint par le reste de la gauche iranienne pour paver la voie à Khomeiny, et l'oratrice passa en revue les diverses rationalisations avancées pour soutenir les mollahs: soutien à la "bourgeoisie anti-impérialiste", la cynique présupposition "après Khomeiny, nous", argumentant que le prolétariat iranien devrait "passer au travers" de l'"expérience" de la réaction islamique et, enfin, les préjugés religieux des travailleurs iraniens. La camarade nota: "La gauche iranienne de la recherche d'un Kerensky perse s'est mise à la queue des 'Cent noirs' perses." En notant cela, elle soulignait que la gauche iranienne et les "radicaux" ont trahi la vague de grèves insurrectionnelles, centrée sur les travailleurs du pétrole, qui en 1978 mit le régime du shah à genoux: "C'était la grève des ouvriers du pétrole, la grève générale qui avait paralysé le monde. Et qu'est-ce qui s'est passé? C'est que Khomeiny évidemment a envoyé Bazargan en Iran pour casser cette grève. Quelle était la réponse de la classe ouvrière iranienne? C'était: on n'a pas fait la grève pour Khomeiny, pour la casser pour Khomeiny! Qu'est-ce qu'aurait fait un parti révolutionnaire à ce moment-là en Iran? C'était de séparer, de distinguer la classe ouvrière du shah et des mollahs. Non, ce n'était pas le cas, la gauche iranienne a dit: 'Il ne faut pas casser l'unité avec Khomeiny, il faut casser cette grève' (...)"

Même après que Khomeiny eut pris le pouvoir, continua l'oratrice, et alors que sa théocratie chi'ite n'était pas encore consolidée, il était possible de rallier la classe ouvrière contre les mollahs. Une telle opportunité fut offerte par la manifestation des femmes qui refusaient de porter le voile: "Et au début les fedayin ont soutenu cette manifestation, mais après quelques jours ils ont laissé tomber. Pourquoi? Parce qu'il ne fallait pas casser l'unité avec Khomeiny. (...) Il y avait une autre possibilité encore, c'étaient les tribunaux révolutionnaires, là où on jugeait les agents de la SAVAK. Vous savez très bien, camarades, que Khomeiny après quelques temps a laissé tomber ça. Pourquoi? Parce qu'il voulait reconstruire la SAVAK! Et qu'est-ce que qu'aurait fait un parti révolutionnaire? C'était de construire ces tribunaux révolutionnaires pour juger et condamner ces agents de la SAVAK."

POPULISME CONTRE LENINISME

Les militants de gauche iraniens qui assistèrent au meeting ont leurs racines dans les tendances radicales petites-bourgeoises qui émergerent dans les années 60, essentiellement du milieu étudiant. Bien que plus combatives que les réformistes du Toudeh, ces tendances largement constituées de jeunes nationalistes intellectuels petits-bourgeois embrassèrent une vision essentiellement populiste du monde. Comme nous l'avons écrit dans l'article "Iran and Permanent Revolution" (Spartacist n°33 édition anglaise, printemps 1982), les groupes de gauche iraniens comme les fedayin et Peykar sont "au mieux des tendances de libération démocratiques-bourgeoises aux 'couleurs communistes'", telles celles contre lesquelles Lénine a mis en garde.

Les diverses organisations des fedayin et Peykar, même quand elles sont violemment critiquées de l'opportunisme du Toudeh, trouvent dans "la révolution par étapes" une idéologie bien pratique pour se faire les champions de la bourgeoisie nationale dont ils sont les fils et les filles. La notion d'une "révolution démocratique nationale" leur sert aussi de justification pour le chauvinisme grand-perses qui prévaut dans la gauche iranienne. Et là, la guerre Irak-Iran est un test crucial. Seul Peykar s'est approché d'un défaitisme révolutionnaire et des positions internationalistes vis-à-vis de sa propre classe dirigeante. Quoi qu'il en soit, son antisoviétisme l'unit à la classe dirigeante et aux mollahs en Afghanistan où Khomeiny envoie de l'aide matérielle pour le mouvement des insurgés contre-révolutionnaires soutenu par la CIA. La gauche iranienne refuse de soutenir, au nom de la "révolution démocratique nationale", le programme historique de la révolution démocratique nationale: le droit des nations à l'autodétermination, incluant la séparation; l'émancipa-

Suite page 8

Vient de paraître

شماره ۷۷

From Mossadeq's National Front to Khomeini's Reaction

Iran and Permanent Revolution

ازجبهه ملی مصدق تا ارتجاع خمینی

ایران و انقلاب پیگیر

Commande: Le Bolchevik
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10
5 F - port inclus

Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne!

Le soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est le 17 juin 1953

ADAPTE DE SPARTAKIST
N° 47, JUIN

Le soulèvement du 17 juin [1953] fut la première rébellion contre la bureaucratie d'un Etat ouvrier déformé. Ce fut un soulèvement pour une Allemagne rouge soviétique, pour l'unité révolutionnaire du prolétariat allemand, et non une révolte anticommuniste comme voudraient nous le faire croire la bourgeoisie allemande revancharde et les défenseurs de la répression du soulèvement du 17 juin. Ce ne fut pas du tout un "soulèvement populaire" pro-capitaliste du "Jour X", mais une rébellion presque exclusivement des ouvriers allemands de Berlin-Est et de la grande industrie de la région de Halle-Bitterfeld. La révolte du 17 juin 1953 ne fut pas la Pologne de Solidarnosc: elle n'eut aucun aspect religieux ou antisoviétique/nationaliste et il n'y eut aucun appel au soutien de l'Allemagne de l'Ouest impérialiste et des USA. Au contraire, les ouvriers qui avaient une conscience de classe ne voulaient pas d'un retour au capitalisme, et ils revendiquaient entre autres, un "gouvernement des ouvriers de la métallurgie". Le soulèvement du 17 juin aurait pu amener la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, mettant ainsi à l'ordre du jour la création des Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais pour vaincre, le soulèvement des ouvriers avait besoin d'une direction trotskyste qui aurait armé le prolétariat est-allemand d'un programme clair de révolution politique pour renverser la bureaucratie stalinienne, et mobiliser le prolétariat ouest-allemand pour la défense des acquis de l'Etat ouvrier est-allemand et pour la révolution socialiste pour renverser la bourgeoisie [à l'Ouest].

Quand le soulèvement éclata les 16 et 17 juin, la bourgeoisie allemande eut certainement très peur de la puissance libérée du prolétariat est-allemand qui aurait pu mener aussi au renversement de sa domination de classe à l'Ouest. Il en fut de même pour ses agents sociaux-démocrates dans le mouvement ouvrier. Le SPD [les sociaux-démocrates allemands] suivit les ordres de ses patrons de la CIA et ne leva pas le petit doigt pour mobiliser les ouvriers ouest-allemands en soutien à leurs frères de classe à l'Est contre le régime capitaliste réactionnaire d'Adenauer. Tout ce que peuvent faire les falsificateurs bourgeois de l'histoire, c'est de tenter de rebaptiser le 17 juin "Jour de l'unité allemande", jour de fête de l'impérialisme allemand où il pourra proclamer à tue-tête ses prétentions sur les régions de l'Est perdues pendant la Seconde Guerre mondiale, "de la Meuse au Memel [ancienne Prusse orientale, qui fait aujourd'hui partie de l'Union soviétique]".

Mais le 17 juin 1953 appartient à la classe ouvrière, pas à la bourgeois-



17 juin 53, soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est pour une Allemagne des conseils ouvriers...

sie! C'est notre tâche de révolutionnaires léninistes de tirer les leçons de l'échec du soulèvement afin de préparer les ouvriers à l'Est et à l'Ouest à un nouveau 17 juin, cette fois victorieux.

STALINE, FOSSEYEUR DE LA REVOLUTION

Au début de 1945, l'Armée rouge soviétique libéra l'Allemagne de l'Est du fascisme de Hitler. Mais l'Armée rouge était venue comme poing armé de la bureaucratie du Kremlin, qui se préoccupait exclusivement de protéger ses frontières avec des zones tampons contre une nouvelle "Opération Barbarossa" de l'impérialisme. La seule possibilité pour une défense effective de l'URSS aurait été l'extension de la révolution à toute l'Europe. C'est un crime des stalinien, avec leur conception du "socialisme dans un seul pays", que le capitalisme ait été reconstruit en Europe de l'Ouest et que la classe ouvrière allemande ait été divisée. Le mensonge de la "culpabilité collective du peuple allemand" était né, et il a caché que, outre la social-démocratie lâche, le KPD stalinien et le Comintern ont eux aussi livré les ouvriers sans bataille aux mains du fascisme de Hitler.

Dans les zones occupées par les Soviétiques, les ouvriers ne furent pas encouragés à prendre les usines dans leurs propres mains. Au lieu de cela, les usines est-allemandes servirent exclusivement de source d'approvisionnement pour les demandes de réparations de guerre. Tout comme dans les zones occupées de l'Ouest, tout début d'organisation spontanée de la classe ouvrière fut écrasé, car les stalinien aussi avaient peur de la révolution. Toutes les véritables

tentatives d'unification des ouvriers du SPD et du KDP furent bureaucratiquement arrêtées et on y substitua en 1946 une unification d'en haut, étroitement contrôlée dans le SED [Sozialistische Einheitspartei Deutschlands -- Parti socialiste de l'unité de l'Allemagne]. Plus tard, la politique allemande activement antisoviétique de l'impérialisme US obligera les stalinien à réaliser une révolution par le haut, et en 1948 l'Etat ouvrier est-allemand naîtra en même temps que les autres Etats ouvriers déformés du bloc soviétique, comme conséquence de la guerre froide.

Le SED, qui est à la tête d'un Etat ouvrier déformé, n'est pas un parti ouvrier bourgeois: c'est une caste bureaucratique qui défend sa domination parasitaire contre les ouvriers. Mais le véritable pouvoir n'était pas dans les mains des bureaucrates de Pankow [banlieue de Berlin, siège du gouvernement est-allemand],



...mais la révolution politique a été écrasée par les chars russes.

mais au Kremlin. Pour essayer de maintenir le statu quo, et dans une tentative de dernière minute pour empêcher l'Allemagne de l'Ouest d'adhérer à l'OTAN, Staline proposa en 1952 la réunification de l'Allemagne sur une base de "neutralité". Cela aurait signifié la contre-révolution en RDA [République démocratique allemande -- Deutsche Demokratische Republik], le retour des Junkers prussiens, l'élite traditionnelle de l'impérialisme allemand, qui avaient été chassés par l'extension bureaucratique des conquêtes d'Octobre. Mais [le chancelier ouest-allemand et chrétien-démocrate] Adenauer mit l'intégration à l'Ouest comme précondition à la réunification et repoussa l'offre.

Là mort de Staline en mars 1953 jeta non seulement l'Union soviétique mais aussi les autres Etats du bloc soviétique dans une crise d'incertitude. La nouvelle direction du parti sous Béria et Malenkov tenta d'obtenir un répit et de tempérer la crise économique par des arrangements diplomatiques avec l'impérialisme (par exemple, avec Israël et à propos de la Turquie et de la Corée) et par des concessions économiques aux couches petites-bourgeoises des jeunes Etats ouvriers bureaucratiquement déformés.

LE "SOCIALISME" DANS UN DEMI-PAYS

En 1953, la bureaucratie de la RDA fut confrontée à des problèmes insolubles (pour elle); elle était pour une grande part elle-même responsable de leur apparition. Le "généreux" plan Marshall d'aide américaine, qui créa pour l'Allemagne de l'Ouest des conditions de départ beaucoup plus favorables ainsi qu'un niveau de vie plus élevé, ajouté à des politiques staliniennes erronées (telles que la collectivisation forcée) eurent pour résultat un exode de centaines de milliers d'ouvriers allemands de l'Est vers l'Ouest. L'accent mis arbitrairement sur l'industrie lourde planifiée ainsi qu'une crise financière

rendirent le plan quinquennal irréaliste.

Le 14 mai 1953, le comité central du SED publia une résolution contre les activités destructrices d'éléments bourgeois et de toute la clique d'agitateurs, de trotskystes, sionistes, franc-maçons, traîtres et individus moralement dégénérés", et demanda au conseil des ministres d'augmenter les normes de rendement ouvrier d'au moins 10%. La direction du parti soviétique suivit d'un oeil soucieux cette politique de désespoir en RDA. Semyonov, qui était depuis la fin mai à la tête de la haute commission soviétique à Berlin, fit son rapport à Moscou et reçut comme réponse que, premièrement, aucune aide ne viendrait d'URSS qui, étant donné les dévastations de la Deuxième Guerre mondiale, avait ses propres problèmes pour nourrir sa population. Et deuxièmement, un "cours nouveau" politique devait remplacer la ligne de "construction socialiste" forcée et de "lutte de classe accentuée" de Walter Ulbricht [le dirigeant d'Allemagne de l'Est]. Les stalinien libéraux Zaisser et Herrstadt, opposés à Ulbricht dans le comité central et qui étaient pour une politique plus conciliatrice envers l'impérialisme, furent à l'origine d'un communiqué publié par le bureau politique du CC du SED le 9 juin selon lequel, "rapidement (...) une série de mesures seront prises pour corriger les erreurs commises et améliorer les conditions de vie des ouvriers, des paysans, de l'intelligentsia, des artisans et autres couches moyennes".

Avec la méthode typique de politique en zigzags des stalinien, il fallait maintenant faire des réductions dans le plan d'industrialisation lourde et encourager des secteurs de biens de consommation. C'est aux paysans que furent faites les concessions les plus importantes: on les encouragea à retourner sur leurs terres et on leur promit des crédits en même temps que des réductions sur leurs quotas habituels de livraisons. On fit des concessions à l'Eglise, en augmentant par exemple les impôts d'Etat pour subventionner l'Eglise. L'écrivain est-allemand Stefan Heym, critique du régime, décrit bien l'état d'esprit des ouvriers dans son livre *Fünf Tage im Juni* (Cinq jours en juin): "Tout était seulement une erreur, me dit-on, et nous avons un cours nouveau; tout le monde aura un petit cadeau, les paysans leur basse-cour, les commerçants leurs cartes de ration, il y a quelque chose pour tout le monde -- sauf pour les ouvriers, pour eux il y a l'augmentation du rendement (...)". Les mesures économiques de la bureaucratie du SED contre les ouvriers devinrent intolérables: le 12 juin, *Neues Deutschland* publia un article en première page faisant l'éloge des ouvriers qui dépassaient les normes non seulement de 10% mais même de 20-40%.

16 JUIN: LES OUVRIERS DU BATIMENT DE LA STALINALLEE CASSENT LA BARAQUE!

Les ouvriers du bâtiment de Friedrichshain décidèrent d'envoyer une délégation à Grotewohl, le premier ministre, et à Ulbricht, le secrétaire général du parti, pour négocier sur les réductions de salaires. 300 ouvriers du chantier de l'immeuble 40 de la Stalinallee [boulevard Staline -- la pièce maîtresse du projet moderne des bâtiments gouvernementaux] -- la totalité des travailleurs -- partirent aussi en grève en soutien à leurs camarades. Ils envoyèrent des délégués et rapidement il y eut 2000 personnes en marche: "A bas l'augmentation des normes de rendement!" Ils furent bientôt 10000: "Ulbricht démission!"

La bureaucratie du SED était paralysée. Heinz Brandt, aujourd'hui connu comme anticommuniste et admirateur de Solidarnosc et qui était alors un fonctionnaire stalinien, écrit: "Les fonctionnaires de l'Etat et du parti étaient déçus par les événements et de plus en plus paralysés. Quelque chose de monstrueux, d'incompréhensible, se déroulait devant leurs yeux: les ouvriers se soulevaient contre l'Etat ouvrier



Spartakist

La TLD appelle à la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, clé pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

et paysan'." (*Ein Traum der nicht entführbar ist*). Ulbricht et Grotewohl se cachèrent dans l'immeuble du conseil des ministres. Seul Fritz Selbmann, le ministre de l'industrie, eut assez de courage pour se présenter. "Tu n'es pas ouvrier -- regarde-toi!" "Nous voulons Ulbricht et Grotewohl!" "C'est nous, pas vous, les vrais communistes!", tonna la foule. Confrontée à une mobilisation puissante, immense du prolétariat est-allemand, la bureaucratie du SED choisit d'abord une attitude d'attente.

La nouvelle de la manifestation des ouvriers du bâtiment de Berlin-Est se répandit comme une traînée de poudre. Quand un des ouvriers eut l'occasion de parler à la station radio du secteur américain RIAs -- station de propagande de l'Ouest contre la RDA --, il ne fit pas un discours de type anticommuniste mais appela à une grève dans tout Berlin! Les ouvriers qui avaient commencé avec une lutte économique contre l'élévation des normes de rendement, avancèrent très rapidement des revendications politiques. Ce n'est qu'une expression de plus du fait que la bureaucratie n'est pas une classe capitaliste. Les ouvriers ne peuvent obtenir aucune revendication économique sans arracher des mains de la bureaucratie stalinienne le contrôle de l'administration économique.

17 JUIN: LE SOULEVEMENT

Le 17 juin au matin, les ouvriers de presque toutes les usines de Berlin-Est se rassemblèrent et des comités de grève furent élus. Pas seulement à Berlin-Est, mais dans tous les centres industriels d'Allemagne de l'Est, il y eut des assemblées ouvrières spontanées, des manifestations et la formation de comités d'usine. 28 000 ouvriers aux chantiers Leuna, 18 000 à Buna, 12 000 à Wolfen, 12 000 de Henningsdorf, et d'autres à Halle, Bitterfeld, Merseburg, Leipzig, Iéna, Gera et Görlitz. Les manifestations furent ponctuées de traditionnels chants révolutionnaires ouvriers. Une partie des couches basses et moyennes des cadres du parti vint se ranger aux côtés des insurgés. Cela démontre de façon éclatante le caractère de la bureaucratie stalinienne comme caste parasitaire, et non comme classe, basée sur les formes de propriété prolétarienne de l'Etat ouvrier. L'appareil bureaucratique du parti entra en agonie, fut sur le point de s'effondrer, et il commença à se diviser en pôle pro-bourgeois d'une part et pôle prolétarien d'autre part, comme cela se produisit à une plus grande échelle trois ans plus tard dans la révolution hongroise.

Beaucoup de comités de grève locaux furent élus, mais il devint pourtant clair au cours de ce soulèvement que c'était une rébellion spontanée et sans direction contre la bureaucratie stalinienne. Les tentatives d'étendre et de centraliser les comités de grève ne furent pas

planifiées ou coordonnées, et furent plutôt l'exception à la règle. Personne n'essaya d'occuper les centres vitaux de circulation et de communication, sauf à Dresde où les ouvriers s'emparèrent du bureau de poste principal.

Au total, il y eut des grèves dans 272 villes et centres d'Allemagne de l'Est; 350 000 ouvriers sur un total de 5,5 millions y participèrent. A Berlin il y eut 150 000 dans les rues; à Halle entre 60 000 et 80 000 personnes participèrent à la manifestation de masse sur la place du marché -- des ouvriers, leur famille, des ouvriers qualifiés, des employés de bureau. Mais le soulèvement fut avant tout une rébellion des ouvriers des centres industriels clés. Les événements à Berlin culminèrent dans un meeting de masse de 15000 ouvriers de la métallurgie de Henningsdorf et Berlin-Est dans le stade Walter Ulbricht. On y réclama la démission du régime: "Pankow a failli -- il faut des hommes nouveaux -- tout de suite!", et ils lancèrent un appel pour la formation d'un gouvernement des ouvriers de la métallurgie, basé sur les comités de grève et les conseils d'usine. Mais avant même qu'ils ne puissent entrer en action, le régime du SED -- après six heures de paralysie -- déclara l'état d'urgence.

La direction du SED déclara tout bonnement que le peuple avait perdu la confiance du gouvernement et dénonça le soulèvement comme une "provocation fasciste". Mais les quelques éléments lumpens anticommunistes, qui s'étaient infiltrés de Berlin-Ouest et s'étaient mêlés au soulèvement, n'avaient joué qu'un rôle marginal et auraient pu facilement être isolés. La bureaucratie stalinienne dut recourir à la calomnie la plus basse -- un soulèvement victorieux aurait balayé son régime parasitaire. Finalement, les tanks soviétiques arrivèrent et le soulèvement fut écrasé. Le SWP américain, alors révolutionnaire, déclara: "Le rôle contre-révolutionnaire des troupes du Kremlin fut d'opposer à la classe ouvrière non-armée un déploiement de force écrasant. Ce qui sauva le régime chancelant d'une défaite décisive. La révolution fut donc bloquée et les ouvriers qui étaient entrés dans l'arène politique furent contraints de se retirer."

Le rôle de l'Armée rouge fut contre-révolutionnaire, mais le soulèvement fut écrasé sans bain de sang. Ce fait montre qu'il aurait été possible pour les insurgés de gagner leurs frères de classe russes en uniforme pour lutter ensemble contre la bureaucratie stalinienne. L'unité révolutionnaire des ouvriers allemands et soviétiques est indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne en RDA et à son extension à l'Est. Des centaines de milliers de soldats soviétiques sont tombés pour libérer l'Allemagne de l'Est de la terreur nazie. Lénine comptait sur la révolution allemande comme la meilleure aide pour l'Etat soviétique isolé. Une Allemagne soviétique serait un puissant rempart pour

la défense de l'Union soviétique et des Etats ouvriers d'Europe de l'Est.

Mais ce qu'il fallait, c'était une direction déterminée comme ce que fut le parti bolchévique en 1917. Ce qui manquait le 17 juin c'était précisément une direction comme celle-là, avec un programme pour transformer les comités de grève, organes du soulèvement ouvrier, en de véritables organes de pouvoir d'Etat, pour écraser l'appareil d'Etat stalinien et le remplacer par des conseils ouvriers. Pas la démocratie bourgeoise mais la démocratie des soviets, qui devraient inclure tous les partis, élus par les ouvriers, et qui se prononcent pour la défense de l'ordre socialiste. Dans son programme, un parti trotskyste aurait demandé: des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie, basés sur la défense des formes de propriété socialiste, le droit de grève, le contrôle ouvrier de la production, des prix, de la répartition et du commerce extérieur. La collectivisation de l'agriculture. Une économie socialiste planifiée internationalement.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE -- INSTRUMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

En ce qui concerne le prolétariat allemand, la défaite du 17 juin consolida sa division. Mais même si la bourgeoisie allemande fait tout ce qu'elle peut pour falsifier ce jour, et si elle essaie de le transformer en une révolte de revanche pro-capitaliste, ce fut bien un soulèvement ouvrier qui aurait pu ouvrir la voie à la réunification révolutionnaire d'une Allemagne soviétique. Ces dernières années, la social-démocratie a été plus discrète au sujet du 17 juin que le parti bourgeois CDU [Union démocrate-chrétienne]. Contrairement au CDU, elle a une influence et des relations en RDA et elle essaie de réaliser les visées de la bourgeoisie allemande par l'extorsion économique et en minant l'Etat ouvrier de l'intérieur. Helmut Schmidt a bien fait comprendre lors de sa dernière campagne électorale, "dans l'intérêt de l'Allemagne", qu'aux yeux de la social-démocratie il n'est pas seulement question de moyens pacifiques: "Le neutralisme? Nous, les Allemands, avons l'armée la plus moderne du monde!"

"Elections libres dans toute l'Allemagne" était un des mots d'ordre favoris du SPD dans les années 50 parce qu'il pouvait espérer trouver un soutien important en RDA étant donné la faillite de la politique stalinienne. Le 17 juin, les ouvriers de Magdeburg avaient eu comme mot d'ordre: "Nous ne négocierons pas avec Ulbricht et Adenauer, seulement avec Ollenhauer!" (le dirigeant du SPD d'alors). Cela montrait les illusions dans la social-démocratie qui faisait des protestations bidons contre l'intégration à l'Ouest. Ainsi une des revendications des ouvriers d'Allemagne de l'Est était: "Nous ne devons pas attendre que le gouvernement de Bonn prenne l'initiative de la réunification réelle de l'Allemagne. Le gouvernement de l'Est devrait commencer immédiatement par éliminer toutes les barrières séparant les deux Allemagnes. Le pays doit être unifié par des élections libres, générales, et à bulletins secrets, et la classe ouvrière doit remporter la victoire dans ces élections." (*Fourth International*, mars-avril 1953) [sic]. Mais ces illusions des ouvriers d'Allemagne de l'Est, qui pensaient pouvoir atteindre leurs objectifs révolutionnaires à travers le SPD, auraient pu être détruites par un parti trotskyste avec un programme d'extension de la lutte et de mobilisation du prolétariat d'Allemagne de l'Ouest.

En 1951, Willy Brandt dévoila clairement dans son article "Qu'arrivera-t-il le 'Jour X' les visées contre révolutionnaires de la social-démocratie. Il proposait la réunification par des "élections libres". Ces élections n'étaient pas "initialement" prévues pour être appliquées aux "régions d'Allemagne (?) à l'Est de l'Oder-Neisse" (la frontière entre *Suite page 8*

«Solidarité» de Mandel avec la social-démocratie de l'OTAN

Ernest Mandel fait concurrence à Ronald Reagan pour être le défenseur le plus bruyant de Solidarnosc dans le monde occidental. Ce sont "les meilleurs socialistes du monde", proclamait-il récemment devant un public australien (cf. ci-dessous "Mandel, le trotskyste" du pape"). Ce pseudo-trotskyste se présente, au nom de l'"antistalinisme", comme l'aile gauche de la campagne de guerre impérialiste antisoviétique. Pour faire coller cela avec le trotskysme qu'il professe, Mandel prétend que la tentative contre-révolutionnaire du très clérical-nationaliste Solidarnosc était une révolution politique prolétarienne contre le stalinisme.

Les mandéliens, en Europe particulièrement, se sont lancés à fond dans la campagne "Solidarité avec Solidarnosc" de la social-démocratie pro-OTAN, tout spécialement dans la France de Mitterrand. Mais, le Socialist Workers Party (SWP) de Jack Barnes, son rival et partenaire américain du Secrétariat unifié (SU), a été plus prudent quant à montrer ouvertement sa participation à cette "sainte alliance" pro-Solidarnosc, peut-être afin de ne pas causer un trop grand déplaisir à Fidel Castro. Dans une de ses polémiques contre les partisans de Barnes (qui soutiennent aussi Solidarnosc), Mandel essaie de les assimiler aux spartacistes qui ont ouvertement proclamé: "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!" Ainsi écrit-il: "La réponse donnée par des gens comme les 'spartacistes' qui capitulent devant le stalinisme est claire: on ne peut appliquer la tactique du front unique pour la défense des droits des ouvriers polonais quand leur agresseur est la bureaucratie d'un Etat ouvrier. (...) Ils expliquent que nous ne devons pas appliquer la tactique du front unique ouvrier à la défense des syndicats, des syndicalistes et du droit de grève en Pologne, car ces ouvriers sont, dans leur grande majorité, réactionnaires ('pro-impérialistes'). Leur syndicat est un syndicat 'jaune' et leurs grèves sont 'contre-révolutionnaires'. Les spartacistes ont beau ajouter: Tout ceci est le produit de 35 ans de 'folie stalinienne', cela ne change rien. Mais comme la 'folie stalinienne', (autrement dit le régime dictatorial bureaucratique avec tous ses sous-produits économiques, politiques et idéologiques) est loin d'être affaire du passé; une telle 'analyse' représente nécessairement le refus de toute révolution politique et toute défense des ouvriers en Pologne ou dans les autres 'démocraties populaires' et en URSS jusqu'à un avenir indéterminé (quand les crimes des stalinistes auront cessé de produire des 'effets regrettables?')" ("Effective Solidarity with the Polish Workers and the Struggle Against Imperialism" [Solidarité effective avec les travailleurs polonais et la lutte contre l'impérialisme] (SWP) International Internal Discussion Bulletin, Vol. XVIII n°6, septembre 1982). Mandel s'essaie ici à polémiquer contre la tendance spartaciste internationale (TSI), mais il ne réussit qu'à faire une démonstration de confusionnisme, en partie délibérée, car son but principal est de faire croire que le SWP de Barnes est atteint de spartacisme. En premier lieu, comme le sait tout lecteur de notre presse en ce qui concerne la Pologne, la TSI n'a jamais prétendu que Solidarnosc était la seule et inévitable réaction populaire qui soit contre le stalinisme. (C'est Mandel qui a fait du clérical-nationaliste Solidarnosc un modèle pour le mouvement ouvrier dans le monde entier.) Depuis la grève générale qui partit de Gdansk en 1980, nous avons insisté sur les différences et la discontinuité radicales qu'il y avait entre la présente crise polonaise et les crises précédentes

du stalinisme en Pologne et ailleurs en Europe de l'Est.

Ainsi, en 1956, l'écrasante majorité de la classe ouvrière et de l'intelligentsia polonaises voulait et croyait sincèrement en la "démocratie socialiste la plus large" que promettait le stalinien libéral Wladyslaw Gomulka. Ce fut le cycle sans fin de promesses de réformes non tenues par toutes les ailes de la bureaucratie polonaise qui a poussé une bonne partie de la classe ouvrière à chercher son salut en se tournant vers l'Eglise catholique et le "monde libre" impérialiste. Egalement étonnantes et frappantes sont les différences entre Solidarnosc et la révolution hongroise de 1956. Les conseils ouvriers hongrois étaient pour la plupart dirigés par de vieux cadres du parti communiste qui étaient en train de rompre avec le stalinisme dans plusieurs directions. Les forces de la contre-révolution clérical-nationaliste regroupées autour du cardinal Mindszenty étaient relativement faibles et largement méprisées par le prolétariat urbain et les intellectuels.

Par contraste, Solidarnosc fut dirigé dès le début par des anti-communistes endurcis, élevés et entraînés dans les cercles "dissidents" sociaux-démocrates et cléricals-nationalistes qui se sont développés en Pologne à la fin des années 70 sous la protection de l'Eglise catholique. Quand des journalistes occidentaux demandèrent à Anna Walentynowicz (dont le licenciement fut l'étincelle de la grève générale de Gdansk en août 1980) si elle était socialiste, elle répondit: "Je suis croyante." Le premier congrès national de Solidarnosc rejeta une proposition d'inclure la notion de socialisme comme partie intégrante de son programme. Le terme "socialiste" n'est pas mentionné une seule fois dans les 43 pages de son programme. C'est peut-être pour cela que Mandel

les appelle "les meilleurs socialistes du monde". Tout mouvement ouvrier en Europe se réclame du socialisme comme but ultime; c'est une concession nécessaire que font les bureaucraties social-démocrates et stalinienne à la conscience anticapitaliste de leur base. Mais Solidarnosc, était caractérisé par une conscience anti-socialiste, la prédominance idéologique du clérical-nationalisme et les fortes illusions dans le rôle "libérateur" de l'impérialisme occidental, en particulier américain.

Loin de reléguer la révolution politique en Pologne (sans parler d'ailleurs dans la sphère d'influence soviétique) à un avenir lointain, nous avons écrit que la suppression de la menace de coup d'Etat de Solidarnosc, presque sans effusion de sang, a créé l'occasion de détruire les illusions actuelles d'une partie de la classe ouvrière polonaise dans le Vatican de Wojtyla et le "monde libre" de Reagan. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que c'est un moment critique pour créer en Pologne des cellules trotskystes clandestines dont la tâche serait la propagande et l'éducation.

Pour ce qui est du "front unique ouvrier" de Mandel avec l'OTAN, les trotskystes ne font pas de fronts uniques contre la bureaucratie stalinienne avec des sociaux-démocrates antisoviétiques dont le but est d'aviver l'hystérie de guerre froide. Ce fut clairement expliqué par le SWP, alors révolutionnaire, de James P. Cannon quand la révolution hongroise de 1956 fut écrasée par l'Armée rouge. A cette époque, la direction Reuther, sociale-démocrate, de l'United Auto Workers lança une campagne de "solidarité" réclamant, entre autre, que Washington mette en place "une force de police internationale des Nations-Unies pour intervenir face à une agression telle que celle de la Hongrie". Non seulement le SWP

refusa tout soutien à la campagne de Reuther, mais il la dénonça vivement: "(...) ce ne sont pas des principes de solidarité ouvrière internationale qui motivent la position de Reuther et Meany sur la Hongrie. Leur 'internationalisme' n'apparaît que lorsque le département d'Etat US l'approuve et c'est toujours en liaison avec la politique extérieure du Big business lancée par le gouvernement américain.

"En effet, Reuther a surpassé le secrétaire d'Etat Dulles et a proposé, le 13 novembre, que les Etats-Unis constituent une armée permanente sous l'égide de l'ONU pour intervenir en Hongrie. Le but d'une telle intervention serait inévitablement la restauration du capitalisme en Hongrie, quelque chose qui est diamétralement opposé à ce pourquoi les ouvriers se battent." (Militant, 24 décembre 1956).

Aujourd'hui, Mandel s'efforce de constituer un front unique avec la social-démocratie pro-OTAN pour soutenir la contre-révolution en Pologne. Mais au milieu des années 50, quand l'Europe de l'Est était réellement au bord de la révolution politique prolétarienne, Mandel et son patron politique de l'époque, Michel Pablo, étaient à la tête des avocats de l'autoréforme du stalinisme! Dans une résolution du secrétariat international de la Quatrième Internationale de Pablo/Mandel sur le soulèvement des ouvriers de l'Allemagne de l'Est du 17 juin 1953, ces liquidateurs appelaient à une "réelle démocratisation des partis communistes" -- c'est-à-dire de la bureaucratie stalinienne au pouvoir -- et assuraient aux ouvriers qu'"ils [les stalinistes] sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles. (...) Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin" ("Déclaration
suite page 11

Mandel, le «trotskyste» du pape

Sydney, Australie -- La "conférence pour le centenaire de Karl Marx" du Socialist Workers Party (SWP) australien [l'organisation soeur de la LCR de Krivine] s'est tenue le week-end de Pâques à Melbourne. La vedette n'était autre que Mandel, le gourou du secrétariat unifié (SU). L'événement était en fait beaucoup plus un événement fractionnel pour le SU (dont fait partie le SWP), produit final pourrissant du révisionnisme liquidationniste qui a détruit au début des années cinquante la Quatrième Internationale de Trotsky. Une fois encore, la guerre fractionnelle a éclaté dans le SU, cette fois-ci sous l'impact de la montée de la guerre froide antisoviétique. Le SWP américain de Jack Barnes et les partisans de Mandel, concentrés en Europe, se sautent mutuellement à la gorge, et on parle sérieusement de scission. Barnes a officiellement dénoncé le trotskysme et écrit que le SU était composé "de sectaires indécrottables et sans espoir", et ce, dans le but de mieux rechercher une "fusion" avec le gouvernement sandiniste, le petit mouvement New Jewel de Grenade, le PC de Cuba et celui du Salvador, sans que ces derniers en aient d'ailleurs conscience. Pour sa part, Mandel semble avoir gagné des partisans parmi les oppositionnels de "Barnestown" et aussi, semble-t-il, la direction du SWP australien de Jim Percy, qui partage les impulsions politiques du SU à

suivre le courant de la social-démocratie pro-impérialiste en se mettant à la traîne de l'organisation polonaise Solidarnosc.

Dès le début, le SWP australien a été clair: les trotskystes de la Spartacist League (SL) [section australienne de la tendance spartaciste internationale] seraient exclus de la conférence "Karl Marx". Nous avons pu néanmoins intervenir avec un tract qui dénonça le soutien scandaleux du SWP aux nationalistes "en mouvement vers la gauche" dans le Croatian Movement for Statehood [Mouvement croate pour un Etat] (HDP) pro-Oustachis; ce sinistre mouvement vénère l'Etat satellite des nazis de 1941-1945, l'"Etat indépendant de Croatie" du barbare fasciste Ante Pavélitch [en Yougoslavie]. Mandel, qui fut pendant la guerre un jeune trotskyste dans l'Europe occupée par les nazis, n'a pas soufflé mot et le SWP a enfoncé le clou de façon éhontée et provocante en mettant les membres du HDP dans le service d'ordre. Et ils défendirent les Oustachis avec le mensonge éhonté que la terreur oustachie était l'oeuvre d'"agents yougoslaves". Le SWP a même viré du groupe de travail animé par le HDP un juif polonais d'une soixantaine d'années, survivant de l'holocauste nazi et ancien membre du PC, Jacob Bilander. Le "crime" de Bilander a été de demander que le SWP se rétracte sur l'accusation de "racisme"

qu'il avait portée contre lui, parce qu'il dénonçait l'atroce génocide perpétré par l'Oustachi Pavélitch. Ce soir-là, le premier orateur de la salle, un sympathisant spartaciste, qui avait réussi à passer au travers du service d'ordre et des équipes de "chasseurs de sparts", défia Mandel en ces termes: "La patrie de la révolution d'Octobre est en danger. (...) De nombreux camarades du SWP
suite page 11



Australasian Spartacist
Mandel se vante de débattre avec nous où que ce soit, mais son service d'ordre australien exclut les spartacistes.

Balayez...

Suite de la page 1

fondement enracinées dans la société française, qui ont été à la pointe des luttes dans l'automobile contre l'austérité et la répression gouvernementale et patronale, du fait de la prise moindre que le front populaire au pouvoir a sur eux et de l'assez bonne résistance (jusqu'aujourd'hui) de ce secteur industriel, comparativement à d'autres, à la crise de l'économie capitaliste. Et si tous les commentateurs bourgeois digressant sur la crise de l'automobile française citent FIAT en exemple, c'est à double titre: à la fois pour la rationalisation capitaliste de son entreprise -- licenciements/modernisation de son appareil productif (automatisation, robotisation) -- et pour le rétablissement dans ses usines de la "paix sociale", en mettant dans la "charrette" des 24000 licenciements de 1980 les syndiqués les plus combattifs et en cassant ainsi les reins aux syndicats. PSA rêve de retrouver la situation d'avant les grèves de 1982 dans ses usines de Talbot et Citroën où la CSL faisait régner contre les travailleurs immigrés une terreur propice à de juteux profits. Le journal patronal *l'Expansion* (20 mai - 2 juin) ne donnait-il pas comme premier handicap de l'industrie automobile française "des immigrés agités"!



Le Bolchévik

Cortège de la LTF à la manifestation du 18 mai à Paris

Le gouvernement Mitterrand n'a pas hésité un seul instant à approuver PSA -- "Le redressement et la remise sur les rails [de PSA] passent par plusieurs milliers de suppressions d'emplois", dit Delors (*Le Monde*, 17-18 juillet) -- de même qu'il n'a pas hésité l'hiver dernier à utiliser le poison du racisme pour isoler les grévistes maghrébins et africains de Citroën et Renault et pour chercher à réprimer certains immigrés parmi les plus combattifs. Les réformistes au gouvernement ont même poursuivi cette répugnante campagne anti-immigrés lors des municipales en se faisant les champions de la lutte contre l'"insécurité" (mot de code pour anti-immigrés!), légitimant ainsi les immondices fascistes d'un Le Pen. Aujourd'hui, cette campagne aboutit naturellement à ce que des tueurs racistes résolvent à leur façon ce soi-disant problème du "seuil de tolérance" qu'agitent les dirigeants réformistes du PS et du PCF...

Si le gouvernement et le patronat réussissaient à infliger une défaite aux OS immigrés de Talbot-Peugeot, ce serait la porte encore plus grande ouverte aux crimes racistes banalisés et aux attaques de plus grande envergure contre le pouvoir d'achat et l'emploi. D'abord dans l'automobile -- secteur clé de l'économie française -- c'est plusieurs milliers d'emplois qu'ils attendent de supprimer, non seulement encore à Peugeot et Talbot, mais dans leur société soeur de Citroën. A Renault, il est déjà prévu une semaine de "chômage technique" à Flins, et à Cléon des centaines de travailleurs sous contrat furent virés avant les vacances.

Les ouvriers français ne seront pas épargnés par ce gouvernement qui n'est pas le leur, et cela commence à être clairement compris, comme en témoigne la participation des ouvriers professionnels dans la grève de juillet à Poissy. Si les capitalistes arrivent à "dégraissier" les usines parmi "leur" habituelle "armée de réserve industrielle", s'ils réussissent à attiser les divisions raciales pour faire des travailleurs immigrés les "bousc émissaires" pour la première vague de licenciements, c'est chacun qui aura la tête sur le billof. Et déjà, même dans d'autres secteurs industriels, les patrons -- nationalisés ou non -- se permettent d'envisager dans la foulée plusieurs milliers de licenciements, à la SNIAS, à PUK, Tréfinmétaux, Ducelmer, UTA, etc.

Toute l'automobile en grève! Pas un seul licenciement! Contre toute discrimination dans les salaires et les classifications -- programmes spéciaux sous contrôle syndical pour une meilleure qualification des femmes et des immigrés! Pour unifier tous les secteurs de la classe ouvrière et pour prendre la direction dans la lutte contre l'austérité de Mitterrand, il faut que la grève revendique une **augmentation de salaire pour toutes les classifications, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail** où le travail existant serait partagé entre toutes les mains ouvrières sans perte de salaire!

Le problème n'est pas en effet que "les ouvriers ne veulent pas lutter", comme le rabâchent les économistes timorés de Lutte ouvrière justifiant la politique traître des bureaucrates. Le problème est de briser la résistance des appareils réformistes. **Election de comités de grève**, avec des délégués révocables à tout moment! Il est particulièrement crucial dans les usines où les patrons veulent diminuer la production que ces comités de grève organisent l'occupation des usines, à la fois coup porté à la sacro-sainte propriété privée et mainmise sur les stocks; ils organiseront aussi les piquets de grève pour arrêter totalement la production, défendant la grève contre la CSL, les flics et autres terroristes de la bourgeoisie qui ne va pas manquer de recourir aux méthodes répressives contre les ouvriers en lutte. Ils devront constituer la base pour des piquets volants afin d'étendre la grève à d'autres usines comme au printemps dernier à Citroën. Surtout dans l'entreprise nationalisée Renault, dont le patron est le gouvernement lui-même, la lutte contre les licenciements massifs et les conditions de travail épouvantables doit indiquer la voie du **contrôle ouvrier sur la production**, production où les ministres, gestionnaires "socialistes" et "communistes" de Renault, n'ont rien "changé".

Il faut en finir avec la terreur anti-immigrée et antisyndicale de la CSL dans les usines de l'automobile. Déjà, après Mai 68, la politique couarde des réformistes avait laissé se développer la CFT (les précurseurs de la CSL); aujourd'hui encore, elle permet à la CSL de réimposer son contrôle terroriste sur les ouvriers immigrés: ainsi vient-elle de remporter les élections de délégués du personnel aux usines Citroën de Velizy et de Saint-Ouen aux dépens de la CGT. Alors, pour mettre un terme définitif à la terreur quotidienne dans les usines, il faut **chasser, expulser, mettre hors des usines ces éléments extérieurs au mouvement ouvrier que sont les gangsters de la CSL!**

Il faut aussi que se construise dans la mobilisation, notamment à partir de structures de lutte que se donnent les ouvriers comme les comités de grève, une organisation forte qui assure la protection quotidienne des travailleurs, -- un syndicat qui exclut tout contremaître ou autre agent du patron et qui, transcendamment les actuelles divisions syndicales bureaucratiques, regroupe l'ensemble des ouvriers de l'industrie automobile, et dans lequel toutes les tendances ouvrières à l'intérieur du syndicat auront le droit de s'exprimer et de se présenter à la direction du syndicat sur leur propre plate-forme.

Une grève générale de l'automobile pour l'emploi devra inscrire sur son drapeau de lutte les revendications pour battre en brèche la campagne chauvine et raciste. **Non aux expulsions!** Tout travailleur étranger qui a réussi à entrer en France a le droit d'y rester. **Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! A travail égal salaire égal! A bas toute discrimination dans l'emploi comme dans les logements ou les services sociaux! Dissolution des brigades d'intervention, brigades de nuit ou autres brigades du métro, corps d'exception spécialisés dans la terreur anti-immigrée et anti-ouvrière!** Sous prétexte d'empêcher les crimes dans les banlieues, Defferre prépare un renforcement du "contrôle des armes". C'est un droit démocratique de pouvoir acheter une arme. Defferre veut que le monopole des armes reste dans les mains des milices privées et des fascistes, qui continueront d'importe comment à être armés par la bourgeoisie, et des flics, ces tueurs "assermentés" dont le boulot est de réprimer les ouvriers et les opprimés en défense des capitalistes.

Une grève générale de l'automobile pourra constituer la base de mobilisation pour organiser, à partir des piquets de grève (véritable base pour des milices ouvrières), la riposte contre les attaques racistes des flics et des fascistes. **Flics hors des quartiers immigrés! Groupes de défense ouvriers/immigrés**, basés sur les syndicats, et intégrant des habitants immigrés des quartiers pour protéger les foyers et les quartiers immigrés et écraser la vermine fasciste!

BRISEZ L'ETAU DES BUREAUCRATES!

Mais les directions actuelles du mouvement ouvrier sont un frein à une telle mobilisation. Comment les dirigeants du PCF et de la CGT pourraient en effet lutter contre la terreur raciste et les licenciements, quand ils acceptent, avec leur revendication de fermeture des frontières, le mensonge bourgeois que les immigrés sont les responsables de la crise. Quand, avec leur campagne chauvine "Produisons français", ils mobilisent les travailleurs français non contre leur propre bourgeoisie, mais contre leurs frères de classe étrangers? A Talbot, ils vitupèrent contre les filiales étrangères du groupe qui seraient favorisées au détriment de Poissy. C'est une scandaleuse politique anti-ouvrière qui ne peut aboutir qu'à faire mettre au chômage les ouvriers anglais et espagnols de Talbot! D'ailleurs, le plan de rationalisation de Talbot a commencé par le licenciement de 5000 ouvriers en Grande-Bretagne et de 4000 en Espagne. Les directions syndicales n'ont évidemment pas levé le petit doigt pour mobiliser en France. Et aujourd'hui, les patrons de PSA peuvent se croire assez forts pour poursuivre ici leur attaque.

Les bureaucrates syndicaux axent leur "riposte" à Talbot sur la "défense de la marque" contre Peugeot -- application locale de "Produisons français". Non seulement cet imbécile "chauvinisme de boutique" ne fait qu'opposer les travailleurs de Talbot à ceux de Peugeot au moment précis où est particulièrement nécessaire l'unité de combat de tous les ouvriers de l'automobile. Mais défendre la "santé" et la rentabilité de Talbot

(comme plus généralement de l'économie française capitaliste) c'est inévitablement accepter par avance la diminution des salaires, l'aggravation des conditions de travail et les licenciements. C'est ce que font explicitement les bureaucrates de la CFDT: "Il est trop tôt pour dire s'il faut licencier, il faut d'abord entreprendre de véritables négociations" (*Le Matin*, 5 août). De même, le "Produisons français" du PCF c'est accepter de sacrifier sur l'autel de la "gestion loyale" du capitalisme français les intérêts du prolétariat, et tout particulièrement de ses couches les plus opprimées, les immigrés.

Et concrètement c'est la démobilité que les bureaucrates réformistes organisent. A l'annonce des licenciements, la direction a commencé par se dire "surprise"; en fait, elle les connaissait depuis longtemps, puisqu'au printemps dernier la fédération CGT de la métallurgie annonçait déjà "le processus de disparition de la marque Talbot". Aucune riposte n'a été préparée. Le 18 juillet, elle finit par appeler à... 2 heures de débrayage, et trois jours plus tard à 24 heures. Et toujours seulement à Poissy-Talbot.

En obtenant du gouvernement que les licenciements soient déclarés "structurels" (et non "conjoncturels"), les bureaucrates syndicaux repoussent à quasiment l'année prochaine la décision finale, obtenant ainsi une marge de manoeuvre pour "décompresser en douceur" la combativité qui s'annonce forte, comme en témoignent les 18 et 21 juillet suivis par la quasi-totalité des ouvriers de Talbot. Un noyau, même petit, d'ouvriers de Talbot, regroupés en opposition à la bureaucratie syndicale sur le programme lutte de classe de l'organisation révolutionnaire d'avant-garde, aurait cherché à transformer les débrayages du 18 et 21 juillet en une réelle grève avec occupation, brisant ainsi le carcan bureaucratique.

ROMPEZ AVEC MITTERRAND!

Comme le déclarait notre camarade Gilles Cazin, ouvrier à Renault-Cléon, prenant la parole contre le bureaucrate de la CGT qui venait de parler au rassemblement clôturant le débrayage du 10 mai contre le licenciement de 400 ouvriers sous contrat (cf. *le Bolchévik* n°40, juin): "(...) Et moi, je dis qu'il faut une vraie grève, et une grève pour gagner non seulement contre les licenciements et cela dépasse largement le cadre de Cléon, mais une grève contre l'austérité et contre les mobilisations réactionnaires, et pour cela il faudra bien rompre avec Mitterrand."

Mais ce n'est pas auprès de LO ou de la LCR que les ouvriers trouveront une telle alternative. LO s'adapte ignominieusement aux pires préjugés racistes des couches les plus arrières du prolétariat. Quant aux centristes droitiers de la LCR, ils appellent à "lutter contre le racisme" en cherchant à attirer, comme le 18 mai, les flics racistes dans leurs manifestations! Toute la politique de la direction de la LCR vise au contraire à prêcher la confiance en Mitterrand. Déclarer: "le gouvernement et la majorité peuvent et doivent rejeter les plans d'austérité de la direction de PSA, interdire tout licenciement" (*Rouge* n°1073, 22-28 juillet), c'est grotesque quand le gouvernement vient de les accepter



LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mand. poste intern.

NOM _____ tel _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10

Massacres au Sri-Lanka

9 août -- Le président J.R. Jayewardene, qui se veut un "homme fort", s'est trouvé à la tête d'une boucherie -- mettant tout à feu et à sang -- contre les Tamouls, frappant massivement familles, jeunes, prisonniers sans défense et travailleurs misérables des plantations; la semaine dernière se sont ainsi écroulés ses projets de "puissance grâce au capitalisme du tiers-monde". La dictature de J.R. cherchait à reposer sur (1) l'hostilité et la déception amère des masses cinghalaises à l'égard de la misérable expérience de l'ancien front populaire de Mme Bandaranaike, bloc de nationalistes cinghalais avec les révisionnistes du parti communiste et du LSSP, (2) la tentative d'apaiser les masses opprimées tamoules avec des concessions trop tardives et insignifiantes et des promesses mensongères, et (3) sa réelle base politique dans les classes aisées, militairement appuyée sur le corps des officiers, la police et les soldats cinghalais, ainsi que sur la pénétration économique impérialiste étrangère, le tout en collaboration avec les buts de la politique extérieure des Etats-Unis. Tout cela était supposé le rendre président à vie.

Le résultat: l'horrible image de ce corps brûlant dans la rue, qui ne donne qu'un aperçu des massacres sanglants incités et accomplis par le gouvernement. Une touriste norvégienne de retour du Sri-Lanka a rapporté qu'elle et sa fille avaient vu une bande de cinghalais stopper devant elles un autobus sur la route, en bloquer toutes les issues, l'arroser d'essence et y mettre le feu, alors que des "centaines de spectateurs" regardaient sans bouger les vingt Tamouls brûler vifs à l'intérieur: "Des centaines, peut-être des milliers, doivent déjà avoir été tués. (...) Des femmes, des enfants, des personnes âgées ont été massacrés. La police et les soldats n'ont rien fait pour arrêter le génocide", disait-elle (*Philadelphia Inquirer*, 29 juillet). Le 28 juillet, un Tamoul fut frappé et chassé, nu, de wagon en wagon dans un train roulant entre Colombo et Kandy jusqu'à ce qu'il en tombât mort. Son corps mutilé fut jeté du train. Un correspondant de ABC [une chaîne de télévision américaine], John Mills, rapportait: "On m'a dit qu'on laissait le choix aux Tamouls dans les boutiques ou chez eux, pendant les émeutes, d'être brûlés vifs à l'intérieur ou bien de sortir pour être battus et frappés à mort. On m'a dit que la plupart choisissaient d'être brûlés à l'intérieur." Les maisons tamoules furent systématiquement marquées afin d'être incendiées par des hommes tenant entre leurs mains des listes électorales (*Hindustan Times*, 30 juillet). Plus de 100 000 ont fui, terrorisés, leurs maisons calcinées et sont toujours entassés dans des camps de concentration. Dans les régions montagneuses de l'intérieur, un journaliste du *Times* de Londres parlait de "bandes de jeunes hommes [arrêtant] des voitures dans tous les villages. (...) Brandissant des matraques et des couteaux, ils arrêtaient les véhicules pour trouver des Tamouls." Dans le temple de la Dent [de Bouddha], au centre de la ville de Kandy, le corps d'un Tamoul fut retrouvé, flottant dans le lac idyllique.

Peu de recits épouvantables sont encore parvenus de la région du Nord tenue coupée du reste du pays. Plusieurs rapports parlent de villages tamouls entiers et de l'université de Jaffna dévastés suite aux bombardements par des hélicoptères de l'armée. Des rumeurs d'un massacre



Tamoul brûlé vif dans les rues de Colombo, une des nombreuses victimes de la terreur orchestrée par le gouvernement de Jayewardene



Des armes pour le peuple tamoul! USA, hors de l'océan Indien!

par l'armée il y a plus d'une semaine viennent seulement d'être confirmées par le gouvernement. Le 25 juillet, à Jaffna, lors de violentes fusillades aveugles contre les Tamouls, les troupes gouvernementales ordonnèrent à au moins vingt Tamouls de sortir d'un autocar, y compris des femmes, et elles les ont abattus un par un dans la rue.

La tendance spartaciste internationale a été à l'initiative de manifestations dans six pays, sur trois continents, dans le cadre d'une campagne internationale pour sauver le peuple tamoul de la furie de Jayewardene. La vie de trois millions d'hommes, de femmes et d'enfants -- le sort d'un peuple tout entier -- est en jeu. Cette question de vie ou de mort exige une action urgente de la classe ouvrière internationale et de ses alliés. Nous exigeons: **Arrêtez les massacres de J.R. -- Défendez le peuple tamoul! Retrait immédiat des troupes cinghalaises des régions tamoules! Des armes pour le peuple tamoul!** Les Tamouls dans les camps de réfugiés sont maintenant à la merci des mêmes bouchers militaires qui ont manigancé et exécuté ce pogrom pour les repousser vers le Nord. **Transfert des Tamouls des régions cinghalaises vers le Nord sous la protection de l'armée indienne! Aucune confiance dans Indira Gandhi! Non aux troupes "de l'ONU"!**

L'atrocité en train de se dérouler au Sri-Lanka marque une rupture dans l'histoire de cette nation insulaire; cette société ne sera jamais plus la même. L'impact de ce bain de sang et de ces transferts massifs de population peut seulement être décrit comme une catastrophe. J.R. a déchiré le pays, forçant la séparation des peuples en éliminant les Tamouls du Sud et des régions montagneuses et mettant les survivants dans des bateaux pour les concentrer dans les régions du Nord. La revendication démocratique élémentaire maintenant posée, c'est un plébiscite des masses travailleuses tamoules pour se prononcer sur la formation d'un Etat indépendant dans le Nord. **Pour le droit au Tamil Eelam!**

La répression et la concentration

des Tamouls sont liées à bien des égards à une course à la guerre contre l'URSS. Dans sa délirante liste, qui s'allonge, de faux scélérats et d'alibis, J.R. a incroyablement accusé les Soviétiques d'orchestrer le communalisme, les meurtres massifs et le pillage -- complot pour renverser son gouvernement. Selon des informations récentes, J.R. a l'intention d'expulser 80% du personnel diplomatique des ambassades soviétique et est-allemande. Dans sa frénésie antisoviétique, J.R. a même chassé du pays le représentant du Vatican parce qu'il aurait soi-disant collaboré avec les terroristes tamouls, et il a dénoncé Amnesty International pour être une bande de communistes. Les prétentions du Sri-Lanka au "non-alignement" sont du vent. Le gouvernement de l'UNP (United National Party) montre d'un doigt accusateur l'Union soviétique comme étant une "superpuissance ayant derrière elle une longue histoire subversive dans le tiers-monde", comme si ce n'était pas la CIA ou le Fonds monétaire international (FMI) qui s'activent partout dans le monde pour renverser des gouvernements et affamer le peuple pour les profits impérialistes. Il est clair que J.R. cherche à vendre la force de travail cinghalaise et le port stratégique de Trincomalee à la "superpuissance" qui revendique la puissance militaire. Comme Edward Snyder, amiral à la retraite de la marine US, le disait lorsque le [navire de guerre] USS New Jersey a repris du service: "Si tu es un bouddhiste et que quelqu'un te vise avec un canon d'un cuirassé: 'Ou dois-je signer pour devenir chrétien, chef?'" Depuis quelque temps maintenant, le Sri-Lanka sollicite son entrée dans l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, une bande de souteneurs pour le sanguinaire Pol Pot), l'instrument de première ligne pour les tentatives impérialistes de reconquérir le Vietnam.

Ce n'est pas pour rien que J.R. devient célèbre sous le nom de "Yankee Dickie"; il est l'homme de Reagan dans l'océan Indien. Et il aspire sûrement à devenir le modèle de

Jeane Kirkpatrick [représentante de Reagan à l'ONU] du "dictateur autoritaire modéré". L'administration Reagan a fait l'éloge du Sri-Lanka comme modèle de développement du tiers-monde, un paradis de la libre entreprise pour les impérialistes. Pour les masses sri-lankaises, cela signifie des salaires de un dollar par jour et des conditions de travail d'esclave pour les ouvrières des "zones franches" et les ouvriers tamouls des plantations. Les impérialistes américains ont des projets pour Trincomalee comme partie de leur plan pour assurer leur hégémonie dans l'océan Indien et encercler l'URSS. J.R. cherche à échanger le port en eaux profondes, stratégiquement important, de Trincomalee afin d'avoir accès aux marchés américains pour les produits bon marché des "zones franches". Le gouvernement de l'UNP a poursuivi une politique consciente de colonisation cinghalaise des régions auparavant majoritairement tamoules telles que Trincomalee, d'une façon non différente de la politique sioniste en Cisjordanie. Les demandes du gouvernement sri-lankais pour une assistance militaire des USA, de la Grande-Bretagne, du Pakistan et du Bangladesh pour repousser la menace d'une "invasion étrangère" apparaissent comme une provocation ouverte contre l'Inde, la quasi-amie de l'URSS. J.R., comme son grand frère à la Maison Blanche, semble n'avoir aucun scrupule à entraîner le monde plus près encore de la troisième guerre mondiale. **Les massacres de J.R. pavent la voie aux bouchers des USA! USA, hors de l'océan Indien! Bas les pattes devant Diego Garcia! Aucune base US à Trincomalee! A bas la course à la guerre antisoviétique!**

J.R., PINOCHET DU SRI-LANKA

La presse bourgeoise essaie de décrire cette conflagration comme une explosion spontanée de luttes communalistes raciales ou comme une réaction contre le mouvement séparatiste tamoul. C'est un mensonge

Suite page 4